

Développement de la gestion des déchets au Maghreb: entre décharges à ciel ouvert et progrès

Sustainable Business Associates (SBA), Organisation Non Gouvernementale internationale fondée en 1995, collabore avec les milieux institutionnels, industriels et académiques pour relever les défis du développement durable. La gestion des déchets est une des préoccupations majeures des activités économiques. Dans cette perspective, SBA a élaboré différentes initiatives et actions ciblées avec ses pays partenaires, localisés au Maghreb, au Moyen-Orient et en Afrique. Ainsi, SBA a soutenu la valorisation des matières dans le cadre de la mise en place d'une déchèterie pilote en Algérie et l'analyse des pratiques de recyclage du secteur hôtelier en Tunisie.

La gestion des déchets est une des préoccupations majeures des activités économiques. Il s'agit de trouver des solutions viables, réalistes, économiquement supportables et en lien direct avec un contexte local généralement marqué par des obstacles législatifs et techniques. Au Maghreb, la gestion des déchets solides ménagers est une question cruciale ayant des conséquences sur l'environnement en termes de qualité de vie, de santé publique, de ressources naturelles et de développement socio-économique. La production des déchets municipaux par habitant atteint en moyenne 0.75 kg/jour en zone urbaine avec une forte fraction organique qui dépasse les 65%. Cette caractéristique rend le traitement des déchets municipaux difficile en l'absence de moyens et de procédés adaptés. À ce propos, les tentatives de compostage ont connu un échec en

raison de problèmes de gestion technique et opérationnelle (matières secondaires de mauvaise qualité, faibles débouchés, etc.).

Dans ce contexte intervient la prédominance des dépotoirs à ciel ouvert où sont déversés les déchets ménagers collectés. Ces derniers sont, dans certains cas, mélangés avec des déchets dangereux ou infectieux. En vue d'endiguer la recrudescence des décharges incontrôlées, plusieurs pays de la région ont opté pour l'enfouissement des déchets ménagers et assimilés dans le cadre de projets de réhabilitation des décharges sauvages. Ainsi, le traitement des déchets consiste essentiellement en leur mise en décharge ou centre d'enfouissement technique par des opérateurs privés auxquels les communes délèguent cette tâche. Les actions de recyclage, quant à elles, sont essentiellement issues du secteur infor-

mel. Ce dernier est formé par les chômeurs sur les décharges et les récupérateurs ambulants dépendant des intermédiaires et (petits) grossistes. Cependant, ces opérateurs informels souffrent d'un manque de reconnaissance et du discrédit de leur activité par les autorités et la population. De plus, la non-séparation des déchets à la source les expose à de nombreux problèmes sanitaires.

Malgré l'ensemble de ces constats, il est à souligner que quelques initiatives en faveur du recyclage au Maghreb tentent d'exister malgré tout! À titre d'exemple, la Tunisie a lancé, depuis quelques années, un système public de reprise et de valorisation des emballages plastiques (ECO-lef) qui a aussi permis de créer des emplois pour les jeunes à travers des micro-entreprises de collecte (programme CHEB). En Algérie, SBA a implanté à Blida, avec le soutien de la Direction du Développement et de la Coopération suisse, la première déchèterie industrielle au Maghreb.

La reproduction de ces actions nécessite toutefois la présence, aux niveaux communal et national, de mécanismes incitatifs adaptés (fiscalité pour le recouvrement des coûts, application du principe du pollueur-payeur) et d'approches intégrées (approche «cycle de vie» dans la gestion des déchets, implication des opérateurs publics et privés et mise en place de campagnes de sensibilisation).

Majdouline Semlali Wazner,
Co-directrice SBA,
Sustainable Business Associates,
Lausanne, sba@sba-int.ch,
www.sba-int.ch



Les dépotoirs à ciel ouvert où sont déversés les déchets ménagers sont encore très répandus. On y retrouve parfois des déchets dangereux ou infectieux. Les petits «recycleurs» informels sont alors exposés à des dangers sanitaires. La réhabilitation de ces décharges est marquée actuellement par une tendance à l'enfouissement (par des opérateurs privés) qui pose d'autres problèmes de viabilité.